



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 28– 13 juillet 2022

En bref

L'industrie mexicaine a stagné en mai en raison de l'impact des pressions inflationnistes et des goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les analystes ont mis en garde contre le risque d'un affaiblissement de l'économie mondiale, et notamment de l'économie étatsunienne, qui réduirait la demande pour les produits mexicains. Selon l'INEGI, l'indicateur mensuel de l'activité industrielle (IMAI) a présenté une augmentation marginale de 0,08% g.m. en mai, soit sa plus faible hausse en trois mois. En rythme annuel, l'indice a toutefois affiché une croissance de 3,1%.

LE CHIFFRE À RETENIR

7,99%

L'inflation en juin au Mexique.

Zoom sur les avancées dans l'intégration économique du Triangle nord

Une réunion entre les ministres de l'économie des trois pays et l'organe régional d'intégration économique, la SIECA, a permis des avancées dans l'intégration d'El Salvador à l'union douanière avec le Guatemala et le Honduras. Le Triangle nord représente 50% du territoire centraméricain, 51% du PIB et 70% des échanges régionaux. L'union douanière entre le Guatemala et le Honduras est entrée en vigueur en 2017, permettant la libéralisation de 75% des échanges commerciaux via six postes douaniers. L'accord avec El Salvador comprendrait notamment des facilités techniques aux postes frontières, une unification des processus douaniers et la libre circulation de nombreux biens.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 14 juillet, le Mexique enregistrait 326 335 décès en raison de **l'épidémie de COVID-19**, soit +0,12% en une semaine. 6 373 876 cas confirmés ont été enregistrés (+3,60% en une semaine).

2 FINANCES PUBLIQUES

Le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) a annoncé vendredi 8 juillet que les automobilistes ne paieront pas l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) sur l'essence pendant la semaine du 9 au 16 juillet : l'incitation fiscale sera à nouveau de 100% pour tous les carburants. Toutefois, l'aide complémentaire a été diminuée par rapport à la semaine précédente. Pour contenir la hausse des prix des carburants, le gouvernement a alloué 159 Mds MXN (7,6 Mds EUR) au cours du premier semestre de cette année, soit six fois plus que le montant déclaré pour la même période de 2021.

3 ECONOMIE

L'indice national des prix à la consommation a poursuivi sa tendance à la hausse et a enregistré une variation annuelle de 7,99% en juin, notamment tiré par la hausse des prix des produits alimentaires (pommes de terre, poulet, oranges, snacks entre autres). Selon l'Inegi, l'IPC a enregistré son plus haut niveau depuis janvier

2001, où il s'élevait à 8,11 %. Ainsi, il s'agit du 16^{ème} mois consécutif avec une inflation supérieure à la fourchette cible fixée par la Banque Centrale Mexicaine (3%, +/- 1%).

L'indice national des prix à la production (INPP) a de nouveau enregistré une hausse et s'est établi à 10,52% g.a. au cours du mois de juin. Selon les données de l'Inegi, ce résultat est le plus élevé jamais enregistré depuis mars 2017, où il s'établissait à 10,67%. Les plus fortes augmentations de prix ont été enregistrées dans les activités primaires (+14,89%) et secondaires (+13,02%).

Le commerce bilatéral entre les États-Unis et le Mexique a atteint un nouveau record historique en mai avec un montant cumulé de 316,8 Mds USD, selon le Bureau du recensement des États-Unis. Ce chiffre est le plus important enregistré pour la période janvier-mai depuis que des données sont disponibles et représentent 14,6% du commerce total des États-Unis. Selon les données, les États-Unis ont acheté pour 184,6 Mds USD de marchandises au Mexique, tandis que les ventes du Mexique aux États-Unis se sont élevées à 132,2 Mds USD, soit un déficit commercial de 52,5 Mds USD pour les États-Unis sur la période janvier à mai. Toutefois, le Mexique demeure le 2nd partenaire commercial des États-Unis derrière le Canada qui présente des échanges totaux de 325 Mds USD avec les États-Unis, mais devant la Chine.

Mercredi 6 juillet, Standard & Poor's (S&P) a confirmé les notes à long terme de la dette souveraine du Mexique en devises étrangères et en monnaie locale à BBB et BBB+,

respectivement. En outre, l'agence a relevé la perspective de négative à stable, et a noté que le gouvernement mexicain poursuit des politiques qui maintiennent la solidité de ses finances publiques et des niveaux d'endettement inférieurs à 50%, ce qui lui permettrait de maintenir un environnement de stabilité macroéconomique.

L'agence de notation Moody's a quant à elle abaissé la note souveraine du Mexique de Baa1 à Baa2 vendredi 8 juillet. Elle a également modifié les perspectives qui sont passées de négatives à stables. L'agence a fait valoir que cette décision est associée à des tendances économiques et budgétaires qui, selon elle, devraient continuer à décliner de manière progressive et persistante. Moody's s'attend en effet à ce que l'activité économique continue d'être affectée par de faibles perspectives d'investissement et des rigidités structurelles, des facteurs qui empêcheront l'impact de la pandémie sur l'activité économique de s'inverser. De plus, si la gestion budgétaire austère du gouvernement actuel a conduit à une augmentation modérée du ratio d'endettement de l'État, la charge des intérêts a toujours été plus élevée que celle des pays notés Baa, et est susceptible d'augmenter en raison de la hausse des taux d'intérêt au Mexique. À l'avenir, selon Moody's la solidité des finances publiques mexicaines sera de plus en plus affectée par la décision du gouvernement de maintenir le soutien aux entreprises publiques telles que Pemex.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Lundi 11 juillet, Moody's a également abaissé la note de PEMEX de Ba3 à B1 avec une perspective stable. L'agence précise que l'action a pris en compte les échéances élevées de la dette de Pemex en 2022-2024 et les prévisions de flux de trésorerie négatifs continus, ainsi que la

nécessité de recourir à des montants importants de financement externe compte tenu des pertes persistantes dans le secteur du raffinage de la société.

Mardi 12 juillet, Moody's a abaissé la note de la Commission fédérale de l'électricité (CFE) de Baa1 à Baa2. Elle a également modifié les perspectives, qui sont passées de "négatives" à "stables". L'agence estime que cette baisse de notation correspond à l'attente d'un soutien important du gouvernement à l'entreprise en cas de difficultés financières et à une très forte dépendance de la CFE vis-à-vis du gouvernement mexicain. Elle a ajouté que la note reflète le fait que ses performances financières autonomes resteront probablement faibles au cours des 18 à 24 prochains mois, dans un contexte de prix élevés du gaz naturel. **D'autant que son vaste** programme de dépenses d'investissement nécessitera un financement par emprunt.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 14/07/2022
Bourse (IPC)	-2,05%	-5,45%	46 741,31 points
Taux de change USD/MXN	+0,68%	+3,67%	20,80
Taux de change EUR/ MXN	-0,90%	-11,18%	20,84
Prix du baril mexicain	-3,95%	+31,28%	91,37

Amérique centrale

1. Région

Selon le dernier rapport Global Findex de la Banque Mondiale, la digitalisation des paiements **a stimulé l'ouverture de comptes bancaires dans les pays du CA-4 en 2021**. Le rapport souligne que la pandémie du COVID-19 a été un des facteurs majeurs d'une meilleure inclusion financière. La digitalisation des paiements a également permis de répartir les aides et subventions plus rapidement aux populations dans le besoin, permettant ainsi de freiner les effets de la crise en Amérique latine. Au Salvador, la part des individus ayant un compte bancaire numérique a progressé de 3,5% en 2017 à 10,9% en 2021. Au Honduras, ce chiffre est passé de 6,2% à 8,9% sur la période et au Nicaragua, la part de la population ayant un compte bancaire numérique a presque doublé, passant de 3,9% à 6,7%.

2. El Salvador

Trois millions de Salvadoriens sont en état **d'insécurité alimentaire**. Selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a augmenté de 11% entre 2016 et 2022 pour atteindre trois millions de citoyens soit 46% de la population.

3. Guatemala

Envoi record de remesas au S1 2022. Les transferts de fonds de migrants ont atteint 8,7 Mds USD sur les six premiers mois, en hausse de 25% g.a selon la Banque centrale. Au mois de juin, un record de 1,6 Md USD a été envoyé, soit + 28% g.a. Alors que 60% de la population vit en état de pauvreté et 20% en situation d'extrême

pauvreté, ces transferts de fonds, majoritairement en provenance des Etats-Unis, soutiennent directement l'activité économique du pays en stimulant la consommation privée.

Les exportations de préparations de fruits ont enregistré une croissance de 21% g.a. en 2021. Cela équivaut à une croissance nette de 19 MUSD, tandis que les exportations de préparations végétales ont enregistré une augmentation de 15% par rapport à la même période de l'année dernière, soit une croissance nette de 7 MUSD, rapporte l'Association des exportateurs guatémaltèques (Agexport). Une plus forte demande pour ces produits des marchés traditionnels comme les États-Unis, mais aussi de nouveaux marchés comme le Canada, le Mexique, le Brésil et l'Argentine confirme un **regain d'intérêt pour la consommation de snacks surgelés à base de fruits de la zone**.

4. Honduras

Le crédit bancaire augmente de 8% au premier semestre. Au 30 juin, le solde des crédits bancaires a atteint 17,6 Mds USD (58% du PIB) en hausse de 8% par rapport à fin 2021. Le secteur privé reçoit 57% des crédits octroyés par les banques honduriennes alors que les ménages ont contracté pour 7,6 Mds USD de prêts soit 43%. Les crédits en monnaie nationale ont fortement augmenté (+23%), profitant du rebond de **l'économie et alors que le crédit en dollars avait été fortement utilisé comme valeur refuge pendant la pandémie**. La reprise économique du Honduras (+12,5% en 2021 et +3,8% prévus pour 2022) a stimulé la demande de crédit en monnaie locale. **La Banque centrale du Honduras n'a pour l'instant pas procédé à une hausse de son taux directeur**.

Accord de coopération en matière de défense entre la France et le Honduras. Le Ministre de la défense du Honduras, José Manuel Zelaya Rosales, et le Ministre des armées français,

Sébastien Lecornu, ont signé une lettre d'intention pour renforcer la coopération de défense entre les deux pays en matière de surveillance maritime, de sécurité civile et de secours aérien.

5. Nicaragua

The Economist Intelligence Unit baisse sa prévision de croissance de 0,7 point à 1,8% pour 2022. Le cabinet justifie cette baisse par l'embourbement du conflit politique, l'isolement du secteur privé et l'accès limité aux financements internationaux pour soutenir la croissance. Le ralentissement économique des Etats-Unis et la forte inflation estimée à 9,5% pour l'année affecteront la consommation des ménages et le commerce extérieur. L'EIU prévoit une croissance des exportations de 5,7%, de 4,4% pour les importations et une baisse des IDE de 3%. L'organisme prédit par ailleurs le durcissement de l'autoritarisme du clan Ortega et la montée en puissance de Laureano Ortega, fils de Daniel Ortega, dans des fonctions officielles. La Banque centrale prévoit quant à elle une croissance de 4 à 5% pour 2022.

Amélioration des fondamentaux financiers de **l'Institut de sécurité sociale INSS**. Le gouvernement Ortega a annoncé une baisse importante du déficit de l'INSS à fin avril, à 5,7 MUSD contre 22 MUSD à fin décembre 2021. Les recettes fiscales de la sécurité sociale à fin avril ont atteint 331 MUSD en hausse de 14% et les dépenses ont enregistré une hausse de 6,7% malgré des fortes réductions sur les aides de consultations médicales. Les économistes locaux pointent tout de même la nécessité de mettre en place des mesures pérennes pour assurer l'assainissement des finances de l'institut. La relative faible croissance prévue pour 2022, alors que plus de 123.000 emplois détruits pendant la crise sociale et sanitaire n'ont toujours pas été récupérés, affectera l'état des finances de la sécurité sociale nicaraguayenne.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Le président Luis Abinader vient de nommer trois nouveaux ministres. Pável Isa Contreras devient le nouveau ministre de l'Economie, de la Planification et du Développement, en remplacement de Miguel Ceara Hatton devenu ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles. Ce poste était vacant suite à l'assassinat de Orlando Jorge Mera au début du mois de juin. Anciennement directeur général du fonds de pension AFP Reservas, Joel Santos Echavarría a été nommé ministre de la présidence par intérim. Le titulaire du poste, Lisandro Macarulla, ayant souhaité se mettre en retrait après que son fils a été mis en cause dans l'affaire de corruption dite Medusa.

2. Cuba

Cuba face au vieillissement de sa population. Déjà en proie à de nombreuses difficultés économiques, Cuba fait face au vieillissement de sa population. L'île présente les indicateurs de natalité parmi les plus faibles du monde : taux de 8,9 naissances pour 1 000 habitants en 2021 et indice de fécondité de 1,45, le plus bas en 60 ans et loin des 2,1 nécessaires pour assurer un renouvellement de la population (indépendamment) des flux migratoires. La culture de la contraception, la situation économique du pays et ses perspectives pour le futur, le caractère limité du parc immobilier ou encore l'émigration des personnes en âge de procréer sont autant de facteurs explicatifs. Ainsi, fin mars 2022, la population cubaine s'élevait à 11.105.814 millions d'habitants. Par ailleurs, 167.645 décès ont été recensés en 2021. Ce chiffre a dépassé de près de 60.000 décès la moyenne des cinq dernières années. Cette surmortalité, toutes causes confondues, pourrait

s'expliquer par une hausse des décès directement ou indirectement liés à l'épidémie, contrastant avec les 8.529 décès par Covid confirmés par les autorités cubaines depuis mars 2020. Les effets cumulés **d'une espérance de vie** élevée (78,45 ans), un faible taux de natalité et un solde migratoire déficitaire (Seuls les ressortissants cubains qui séjournent à l'étranger de façon continue pendant plus de 24 mois sont considérés comme des émigrants, ce qui **sans doute une réalité largement sous-estimée**) conduiront à un vieillissement rapide de la population. Fin 2021, les personnes de 60 ans et plus représentaient 21,6% de la population totale et ce chiffre devrait atteindre près de 35% en 2050.

Dans un pays où les prestations sociales représentent déjà le principal poste du budget (dépenses de santé et assistance sociale représentent 44% du budget 2022), le déclin démographique pèsera de plus en plus sur la croissance économique et les finances publiques du pays, ce qui pourrait remettre en cause la viabilité de l'actuel système de redistribution.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 14/07/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	904 934 <i>Décès : 8 525</i>	81,32%
Cuba	1 106 602 <i>Décès : 8 529</i>	88,07%
Guatemala	970 621 <i>Décès : 18 768</i>	35,57%
Haïti	32 070 <i>Décès : 837</i>	1,39%
Honduras	430 672 <i>Décès : 10 912</i>	54,68%
Jamaïque	144 349 <i>Décès : 3 164</i>	24,13%
Nicaragua	14 751 <i>Décès : 244</i>	84,24%
Panama	938 791 <i>Décès : 8 386</i>	72,29%
El Salvador	180 970 <i>Décès : 4 167</i>	66,64%
République dominicaine	621 047 <i>Décès : 4383</i>	55,37%